

Éditorial (avril 2017)

André Antibi, président du MCLCM

Éducation et politique

Le colloque annuel du MCLCM (Mouvement Contre La Constante Macabre) a eu lieu le 2 février 2017 à l'Hôtel de Ville de Paris, en partenariat avec le Café Pédagogique. Comme chaque année, cette manifestation a connu un certain succès : nombreux participants, intervenants de qualité, ... il y a même eu, en intermède, une excellente chorale d'une cinquantaine d'élèves d'une école catholique (en ligne sur notre site mclcm.fr).

Je voudrais mettre l'accent dans ce bref article sur un point qui me semble particulièrement important pour notre système éducatif ; il s'agit du positionnement de notre association en dehors de certains clivages usuels, notamment « *gauche-droite* », « *enseignement public – enseignement privé* ». La lutte contre le phénomène de constante macabre a toujours bénéficié d'importants soutiens d'origine variée, comme on peut le constater en consultant sur notre site la [liste](#) des cinquante-huit associations, institutions et syndicats signataires de l'appel contre la constante macabre.

Dans notre mouvement, nous sommes très attachés à ce type de fonctionnement, car nous sommes convaincus que la qualité de notre système éducatif et le bien-être de nos élèves ne peuvent se réduire à des querelles partisans, trop souvent stériles, qui constituent un frein à toute amélioration de notre système éducatif. Ainsi par exemple, on a pu parfois assister à des changements surprenants mis en place par un gouvernement désireux de modifier les mesures prises par le gouvernement précédent, en prenant très peu en compte le point de vue des enseignants, des élèves et des familles.

Le programme de notre colloque et son déroulement ont été inspirés, comme les années précédentes, par une volonté d'échanges sans exclusives et par le désir partagé d'un changement d'attitude salutaire sur ce plan. Nous avons eu le plaisir de bénéficier d'intervenants et de soutiens d'origine très variée. C'est particulièrement encourageant, surtout dans une période pré-électorale.

Le problème dont il est question ici est plus général que celui de l'évaluation des élèves. Je ne peux qu'espérer qu'une telle démarche puisse être partagée et inspirer davantage le cours de notre vie publique.